

[Traduction]

LA LÉGISLATION RELATIVE À L'AVORTEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je voudrais présenter trois pétitions qui proviennent toutes de la circonscription d'Essex-Windsor. Leurs signataires sont tous préoccupés par la législation canadienne relative à l'avortement et ils se disent mécontents de la façon dont ces lois sont appliquées en Ontario.

[Français]

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE KATIMAVIK

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, moi aussi, j'ai exactement huit pétitions avec plusieurs centaines de signatures qui viennent d'un peu partout au Québec et les signataires demandent que la décision de mettre fin au programme Katimavik soit reconsidérée. Et ces pétitions sont certifiées comme étant conformes au Règlement.

M. John V. Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, j'ai moi aussi neuf pétitions avec beaucoup de signatures. Les gens qui présentent ces pétitions déclarent que le programme Katimavik a été un succès, tant pour la formation de 20,000 jeunes qui y ont participé depuis les dix dernières années, que pour les travaux communautaires importants qui ont été réalisés par ces jeunes bénévoles dans les municipalités du Canada durant cette période.

Les pétitionnaires demandent au Parlement du Canada que la décision de mettre fin au programme Katimavik soit reconsidérée.

[Traduction]

J'ai également quatre autres pétitions renfermant le nom de quelque 130 ou 140 signataires. Ceux-ci déclarent que de l'avis des amis du programme Katimavik, la décision du gouvernement fédéral d'annuler ce programme constitue une mesure budgétaire à courte vue dont les jeunes Canadiens font les frais. Ils demandent au gouvernement conservateur du Canada de rétablir le plein financement du programme Katimavik à l'intention des jeunes Canadiens.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Je viens tout juste de les compter, monsieur le Président, et je puis dire que cette pétition dûment autorisée comporte plus de 30 pages, et que chacune d'elle porte 30 signatures. Cette pétition que j'ai l'honneur de présenter signale que l'abolition du programme Katimavik, programme qui a aidé des milliers de jeunes Canadiens à développer leurs talents et à faire l'expérience du travail, tout en leur fournissant l'occasion d'accomplir des tâches communautaires utiles dans différentes régions du Canada, a suscité de vives inquiétudes chez certains parents; aussi demandent-ils à Votre Honneur de bien vouloir rétablir le programme Katimavik.

[Français]

J'ai la pétition des soussignés qui déclarent humblement que le programme Katimavik permet aux jeunes du Canada de mieux connaître le pays et la langue et la culture des gens qui

Les comités de la Chambre

l'habitent. A ces causes, ils demandent humblement que le Parlement reconsidère la décision de mettre fin au programme Katimavik. Et les soussignés qui viennent de Sainte-Claire, de L'Île-des-Sœurs, Matane, Beauceville, Lac-Beauport, Stanton, Saint-Nazaire, Saint-Camille, Saint-Georges, Saint-Odilon, Richelieu, Saint-Malachie, Saint-Léon, Kitchener, Waterloo, Orangeville, Sidney, Vernon, St. John, Moncton, Calgary, Vancouver, Kitchener, de l'Île-d'Orléans . . .

[Traduction]

A l'instar des gens notamment d'Antigonish, de Springfield, et d'Halifax, les signataires demandent tous au gouvernement de reconsidérer cette mesure draconienne.

[Français]

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de présenter quelques pétitions venant de personnes de Buckingham, de Pointe-Gatineau, de Touraine, d'Ottawa, de Hull, de la Route rurale n° 2, de Belcourt, de Riverview, du Nouveau-Brunswick, de Wolfville, en Nouvelle-Écosse, de Kemptville, en Nouvelle-Écosse, de Liverpool, en Nouvelle-Écosse, de Sussex, au Nouveau-Brunswick. Ces pétitionnaires, monsieur le Président, trouvent regrettable la décision du gouvernement de terminer le programme Katimavik et demandent humblement au gouvernement de reconsidérer cette décision.

[Traduction]

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, j'ai là plusieurs pétitions qu'ont signées des centaines de Canadiens de diverses régions qui signalent que le gouvernement a posé un geste à courte vue en abolissant le programme Katimavik. Ils demandent au gouvernement de rétablir le plein financement du programme Katimavik au nom des jeunes de partout au Canada qui risquent vraiment de devenir une tragédie nationale.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD—
AUTORISATION AU COMITÉ DE SE DÉPLACER

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, il y a trois choses que je voudrais soumettre à la Chambre maintenant. Bien entendu, il y a eu, au préalable, des discussions entre les partis et nous sommes parvenus à un accord.

Le premier point est un ordre concernant le comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord et vous constaterez, je pense, que l'on acceptera, par consentement unanime, que l'ordre suivant soit adopté sans débat:

Que le comité permanent des affaires autochtones et du développement du Nord soit autorisé à se rendre dans la réserve indienne Sechelt, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon au cours de la période du 20 avril au 2 mai 1986, et que le personnel nécessaire accompagne le comité.